

Les règles du nouveau modèle de l'économie mondiale basée sur les croissances internes

La croissance mondiale est sur une meilleure pente : la majorité des économistes constate une sorte de redémarrage qui a commencé au début du deuxième semestre 2016. Elle attend ainsi un solde supérieur aux anticipations pour l'année dernière et prend le pari d'une accélération en 2017 et 2018. On regarde évidemment les pronostics avec une certaine prudence, mais il y a un mouvement. Il s'est lancé alors même que le commerce mondial n'est plus le support que beaucoup estimaient nécessaire et que certains affirmaient même comme la base de la croissance mondiale. Cette croissance à moteurs internes qui se généralise obéit à une logique particulière et on ne peut que se demander comment elle pourrait être suffisamment synchrone pour éviter des chocs qui la remette en cause.

La Chine rééquilibre son économie : les électeurs britanniques et américains ont choisi de faire de même

La réalité des tendances est affirmée. Les indicateurs économiques sont bien orientés et dans le vert dans pratiquement tous les secteurs et toutes les grandes zones économiques. Les statistiques prises globalement sont entrées dans une majorité positive il y a un an et sont stabilisées dans une zone de 66 % favorable à la croissance. L'investissement est sur une pente de reprise dans les grandes économies développées et dans la sphère émergente après un retard accumulé

depuis trois exercices. Les environnements fiscaux sont, il est vrai, un peu partout plus favorables – en réalité moins contraignants.

L'expansion mondiale 2016 s'est sans doute fixée à 3 % ou un peu au-delà alors que les plus optimistes tablaient sur 2,9 %.

Un point central pour les incertitudes concernait la Chine. Les demandes d'un modèle plus équilibré émanaient de tous les pouvoirs, de tous les instituts, des instances supranationales comme le Fonds Monétaire International ou l'Organisation Mondiale du commerce : la croissance interne (consommation et investissement) devait compenser un moindre poids des exportations. Cette amélioration relative en Chine a été obtenue au prix d'une véritable bulle de crédit, de concours bancaires sans rapport avec les possibilités des établissements, rendue possible par l'actionnariat directement ou indirectement public des banques.

Le point a en tout cas été montré : c'est dans les forces des agents économiques d'un pays (ou d'une zone) qu'une économie se développe dans la conjoncture mondiale post crise des années 2007-2011. La direction prise par la Chine sonne a posteriori un peu comme une annonce des choix électoraux qu'ont fait les Britanniques et les Américains de rechercher la dynamique économique au sein de leurs propres frontières. Le constat n'est pas si différent dans les pays émergents, dont l'amélioration est d'abord la conséquence de la stabilisation des cours du pétrole et, ensuite, d'un rebond basé sur les agents économiques locaux, en particulier dans les grands que sont l'Inde, le Brésil ou la Russie.

La contrepartie des gestions internes : disparités pour les émergents, accélération aux États-Unis

La croissance mondiale stabilisée au-dessus de 3 % et qui peut viser 3,5 % en 2018 s'annonce discriminante. C'est la contrepartie de cette gestion interne qui s'impose très largement.

Les émergents prennent en compte le rapatriement vers les grandes économies développées de la valeur ajoutée, en particulier manufacturière. L'expansion sera sans doute au-dessous du potentiel de croissance lié à la démographie, mais le simple effet de rebond post-récessions et de stabilisation des cours de l'énergie permet d'anticiper un rythme qui va progresser pour approcher 5% en 2018. Le score de la Chine est central dans cette anticipation, et on ne peut imaginer que derrière l'économie de l'Empire du Milieu, les différents pays puissent trouver un mouvement synchrone, même en partie. Les ajustements de change et de taux risquent d'être assez violents et amplifieront les écarts d'un pays à un autre.

Il va y avoir un effet Trump : on attend que l'écart de croissance entre les États-Unis et l'Europe qui s'est inversé en 2016 se reconstitue cette année et l'année prochaine dans une zone + 0,6 % / + 0,7 %. La zone euro va avoir bien du mal à rattraper le wagon américain, tant la réticence à utiliser les stimulus internes se manifeste entre des pays en période électorale et aux modèles aussi différents que ceux de l'Allemagne ou de la France et l'Italie. La nouvelle règle du jeu mondiale demande une évolution politique qu'on a du mal à croire possible sur le vieux Continent. On pourrait pourtant aussi en voir les limites avec la convergence vers les scores de la zone euro du Royaume-Uni séparé de l'Union Européenne. Ce ne sera pas le cas du Japon, assez à l'aise pour appuyer son économie sur sa (riche) population vieillissante.

Pas de voie sans la maîtrise de la monnaie et de la fiscalité. Les pays de la zone euro devant un choix

On se trouve finalement dans un environnement économique et financier qui va être mené plus que jamais par le mix de politique monétaire et fiscale-sociale. Le constat vaut diagnostic favorable pour les zones maîtrisant les budgets publics (et les organismes sociaux) dans une zone monétaire donnée. C'est dire que les États-Unis, le Japon, le Royaume-Uni comme la Chine ont les armes pour gagner. C'est dire aussi que la problématique ne fait que se confirmer en zone euro, dont les pays seront contraints à terme à faire le choix entre supranationalité renforcée et souveraineté nationale restaurée.